

grands enjeux du Sommet. Ils constituent un déficit humain auquel il faut s'attaquer avec autant de vigueur et de détermination qu'en ont mis beaucoup d'entre nous à corriger leur déficit financier.

En fait, ce sont les deux facettes du même problème. Certes nous devons régler les déficits financiers et les problèmes d'endettement si nous voulons assurer la stabilité à long terme de nos économies respectives, mais il faut bien comprendre qu'à moins de corriger parallèlement le déficit humain, tout progrès sur le plan économique sera vain. En somme, le développement social et le développement économique sont indissociables. Toute action visant l'un ou l'autre uniquement est vouée à l'échec.

Au Canada, la semaine dernière, nous avons pris des mesures sévères à l'occasion du nouveau budget pour commencer à corriger notre déficit financier. Nous avons également entrepris de restructurer de fond en comble nos programmes sociaux de façon à ce qu'ils répondent mieux aux besoins des Canadiens. L'important n'est pas combien nous consacrons à nos programmes, mais plutôt comment nous dépensons cet argent. Comme le rapport du PNUD [Programme des Nations Unies pour le développement] sur le développement humain pour l'année 1994 l'indique : « Ce n'est pas tant le niveau de revenu qui compte - c'est aussi l'utilisation qui est faite de ce revenu. »

Quelques solutions possibles pour s'attaquer au déficit humain

J'aimerais prendre quelques minutes pour expliquer comment le Canada cherche à solutionner son déficit humain à l'intérieur de ses frontières. Notre croyance dans la dignité dérivée du travail guide notre recherche de réponses aux besoins des gens. La réforme de nos programmes sociaux repose sur un moyen d'action important : ramener les gens sur le marché du travail. Elle se divise en cinq grands thèmes :

Compléter le soutien du revenu par des mesures concrètes de retour au travail

Même si nous continuerons à assurer un soutien du revenu aux personnes sans emploi, il faudra de plus en plus faire reposer nos programmes sur des mesures concrètes de retour au travail au lieu de s'en tenir uniquement au soutien du revenu.

Dans certains cas, il faudra aplanir des obstacles, par exemple offrir des services de garde abordables pour que les chefs de famille monoparentale, surtout des femmes en l'occurrence, puissent travailler à l'extérieur. Dans d'autres cas, il s'agira de fournir un supplément du revenu pour ramener les gens sur le marché du travail. Mentionnons aussi la contribution de notre programme de jeunes qui travaillent à améliorer l'environnement, alphabétisent des gens ou contribuent à leur communauté de